



RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DU
LOGEMENT ET DE L'HEBERGEMENT D'ILE DE FRANCE**

UNITE DEPARTEMENTALE DES HAUTS-DE-SEINE

N° Spécial

29 avril 2020

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial DRIHL 92 du 29 avril 2020

SOMMAIRE

Arrêté	Date	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DU LOGEMENT ET DE L'HEBERGEMENT D'ILE DE FRANCE UNITE DEPARTEMENTALE DES HAUTS-DE-SEINE	Page
N° 2020-037	29 avril 2020	Arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2020-37 du 29 avril 2020 abrogeant l'arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2017-099 du 8 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 pour la commune de La Garenne-Colombes.	3

DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DU LOGEMENT ET DE
L'HEBERGEMENT D'ILE DE FRANCE

**Arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2020-37 du 29 avril 2020 abrogeant l'arrêté préfectoral
DRIHL-SHRU n°2017-099 du 8 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article
L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016
pour la commune de La Garenne-Colombes**

**LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9-2 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 210-1, L.422-2 et R.422-2 ;

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures relatives à la cohésion sociale ;

VU la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU le courrier du préfet des Hauts-de-Seine en date du 29 avril 2020 informant la commune de La Garenne-Colombes de son bilan triennal pour la période 2017-2019 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.302-8 du Code de la construction et de l'habitation, l'objectif de réalisation de logements sociaux de la commune de La Garenne-Colombes pour la période triennale 2017-2019 était de 587 logements ;

CONSIDERANT qu'en application du même article, le nombre d'agréments ou de conventionnements de logements sociaux de la commune de La Garenne-Colombes pour la période 2017-2019 devait comporter 176 logements financés en PLS au plus, et 176 logements financés en PLAI au moins ;

CONSIDERANT que le bilan sur les années 2017-2019 fait état d'une réalisation globale de 625 logements sociaux, soit un taux de réalisation de l'objectif triennal de 100 % avec un excédent de 38 logements ;

CONSIDERANT que le bilan sur les années 2017-2019 fait état d'une réalisation de 330 logements financés en PLAI, et de 145 logements financés en PLS, soit un bilan conforme aux obligations triennales qualitatives de la commune de La Garenne-Colombes ;

CONSIDERANT le respect des obligations triennales de la commune de La Garenne-Colombes pour la période 2017-2019 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2017-099 du 8 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 pour la commune de La Garenne-Colombes, est abrogé.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine et la directrice de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Nanterre, le 29 avril 2020

Le Préfet des Hauts-de-Seine

Pierre SOUBELET

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise situé 2-4, boulevard de l'Hautil 95 027 CERGY-PONTOISE. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet)

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>